

Réf. :209/2021

2 novembre 2021

**Compte rendu de la réunion conjointe du MEDAC et du CC SUD du 19 Juillet 2021
Atelier sur une stratégie de gestion du thon rouge**

1. Introduction

Benoit Guérin - Ancien secrétaire du CC SUD, Pêcheur et consultant (actuellement pour Pew) et modérateur de cet atelier - a introduit la réunion en remerciant les conseils consultatifs pour leur réactivité ainsi que l'ensemble des participants et intervenants.

L'adoption de stratégies de gestion est une procédure nouvelle et complexe, mais lorsqu'elle est bien expliquée, cette démarche est à la portée de tous.

L'adoption en 2022 d'une HCR pour le thon rouge est un engagement de la CICTA (pour l'ensemble de la zone Atlantique, et non pas seulement sa composante Est), pour une première définition d'un TAC en 2023. Si le calendrier reste prévisionnel, le travail des scientifiques a déjà débuté, ce sont ces premiers éléments qui vont être présentés lors de cette réunion. Une note de synthèse sur ces éléments généraux est disponible sur les sites du MEDAC et du CC SUD ainsi que l'ensemble des présentations effectuées.

2. Qu'est-ce qu'une stratégie de gestion (Harvest Strategy) Concept et objectifs.

Haritz Arrizabalaga (AZTI – Membre du groupe de travail Thon Rouge de la CICTA)

Haritz Arrizabalaga a rappelé le rôle de chacun (scientifiques, gestionnaires et parties-prenantes) dans la définition d'une stratégie de gestion :

Les parties prenantes doivent faire part des éléments qui leur semblent importants, afin que les gestionnaires définissent des objectifs de gestion, les niveaux de risques acceptables et les modalités de réglementation (TAC, tailles minimales, fermetures spatio-temporelles, variabilité interannuelle...). Enfin, les scientifiques évaluent les différentes modalités pouvant atteindre les objectifs en tenant compte des contraintes identifiées par les parties prenantes. Pour cela les scientifiques simulent le système réel : le stock, les pêcheries, les systèmes de gestion, en considérant également les variabilités naturelles. Lorsque les incertitudes sont trop grandes sur un ou des paramètres plusieurs modèles/scénarios sont créés, et les règles de gestion sont testés sur l'ensemble de ces scénarios. Les scientifiques recherchent alors les règles qui fonctionnent sur les différents scénarios, afin que la stratégie finale soit robuste aux incertitudes. Les règles retenues sont ensuite comparées entre elles afin de sélectionner celle qui répond le mieux aux objectifs de gestion, il s'agira alors d'identifier les équilibres et trade-offs, d'où l'importance de l'échange avec les parties-prenantes et les gestionnaires. L'échange avec les parties-prenantes permet de plus de limiter les incertitudes des scientifiques, en apportant des données, plus les modèles sont informés, plus les règles de gestion proposées seront précises et adaptées.

Cette méthode a été utilisée pour l'Albacore dont Haritz Arrizabalaga a rappelé l'historique des discussions et décisions.

3. Retour d'expérience par le secteur des pêches -Stratégies de gestion pour le thon germon de l'Atlantique – Miren Garmendia (OPEGUI – Membre du CCSUD)

Miren Garmendia a débuté son exposé en présentant son organisation de producteurs : l'OPEGUI représente 80 navires du pays basques dont 40 qui exploitent le thon germon à l'appât vivant et 15 avec d'autres méthodes. La pêche du germon est donc l'une des activités principales de l'organisation et représente la majeure partie des revenus des navires impliqués. Les professionnels sont ainsi grandement concernés par la santé de ce stock et entretiennent des rapports étroits avec les scientifiques. Ils sont ainsi disponibles pour réaliser des campagnes en mer et transmettre les données nécessaires aux études. L'association des connaissances scientifiques et empiriques est fondamentale selon Miren Garmendia, la collaboration entre les OP, les scientifiques et les gouvernements est d'une grande importance afin que les TAC et quota établis ont un sens.

Concernant le thon germon, l'exploitation du stock avait atteint ses limites il y a quelques années, en passant dans la partie orange du diagramme de Kobe. Un travail a donc été mené avec les scientifiques pour atteindre la zone verte en définissant des règles de gestion. Aujourd'hui une règle définitive doit être adoptée, après l'utilisation d'une règle transitoire depuis 2017. Miren Garmendia a rappelé qu'il est important pour l'industrie de participer aux études scientifiques, les scientifiques ne peuvent pas proposer des règles réalistes sans l'apport des professionnels. Une approche « bottom-up » est essentielle. Miren Garmendia a également souligné la qualité des échanges entre la France et l'Espagne sur ce sujet, et invite les autres États Membres à échanger de la même façon pour le thon rouge.

Pour **Rosa Caggiano** (MEDAC), une approche « bottom-up » est effectivement une condition sine qua non pour la mise en place d'une HCR.

Finalement Miren Garmendia a mis l'accent sur le langage. Le langage scientifique doit être adapté, afin de permettre sa compréhension par les représentants professionnels. Un effort de vulgarisation doit être fait, les scientifiques doivent par ailleurs aussi comprendre le langage des professionnels, une confiance doit être mise en place. Ceci nécessite du temps, et de multiples réunions et temps d'échange.

Alessandro Buzzi (WWF – vice président du MEDAC) a souligné que l'approche « bottom-up » pour la création d'une règle de gestion, est importante pour assurer la durabilité du stock mais aussi la stabilité du prélèvement, ce que souhaite tout producteur. C'est une gestion moderne et très efficace.

Emanuele Sciacovelli (Federpesca) a commenté que l'approche « bottom-up » n'est pas assez utilisée en Méditerranée. Or il est intéressant de donner la possibilité aux pêcheurs de communiquer avec les scientifiques. Le problème est selon lui que l'écoute n'est pas véritable, les services de la Commission agissent de façon dogmatique.

Jacinto Insunza Dahlander (FNCP) considère qu'il est essentiel d'assurer le contact entre les secteurs de la pêche et scientifique, comme le veut la tradition. Il communique qu'ils font confiance à leurs scientifiques et comptent sur eux pour éviter d'avoir à suivre les lignes dogmatiques qui ont été indiquées. Il demande ensuite avec quel segment le scientifique a collaboré pour l'application de cette nouvelle règle dans le modèle qu'il définit pour le thon rouge : celui artisanal des Canaries, celui de la Méditerranée, celui de la région de l'Atlantique Sud, ou celui qui capture ça en quelque sorte accessoire ?

Franco BIAGI (DG MARE) a répondu que l'écoute est selon lui constante, cela a d'ailleurs entraîné la création des conseils consultatifs, pour faciliter ce dialogue, pour permettre au secteur de promouvoir ses connaissances, de disposer de connaissances croisées en particulier pour un secteur aux activités très variées, où les visions au niveau local diffèrent. Ce dialogue est constant. L'activité des chercheurs est tout aussi importante, c'est pourquoi l'UE investit dans ce domaine.

4. Développement d'une stratégie de gestion pour le Thon rouge – Etat des lieux

Ana Gordoa Ezquerro (CEAD-CSIC)

De nombreuses incertitudes sur les données de ce stock persiste, notamment sur sa biomasse et le recrutement (dont les estimations de 2017 et 2020 ont beaucoup évoluées)
Ceci s'explique par la complexité de ce stock et de ses mouvements migratoires. Le stock est en effet composé de deux populations, qui présentent des zones de reproduction distinctes mais une zone de nourrissage commune.
Par ailleurs l'hétérogénéité des flottes exploitant ce stock, avec des navires extrêmement différents complexifie également l'analyse.

Pour couvrir l'ensemble des incertitudes et donc des différents scénarios envisageables, les scientifiques proposent alors différents modèles opérationnels, qui chacun représente une réalité possible du stock.

Ana Gordoa a ensuite commenté, en réponse à **Jacinto Insunza Dahlander (FNCP)**, que le dialogue entre scientifiques et professionnels était important pour identifier les valeurs cibles des différents paramètres, en prenant en compte les disparités entre les différents pays voire régions.

Jacinto Insunza Dahlander (FNCP) a insisté sur le fait que l'ensemble des informations nécessaire au dialogue doivent d'ores et déjà être transmises au secteur.

Benoit Guérin a précisé que les décisions formelles sont prises au niveau de la CICTA pour ce stock. Ce qu'a confirmé Enrique Rodriguez-Marin, représentant ICCAT, le secteur a par ailleurs sa place, via des canaux de dialogue bien défini dans les discussions de la CICTA

5. Statut de l'évaluation de la stratégie de gestion (MSE) du thon rouge

Eider Andonegi (AZTI)

Eider Andonegi a débuté sa présentation par une vidéo d'explication sur les stratégies de gestion. La vidéo est disponible ici : <https://harveststrategies.org/management-strategy-evaluation-2/>

Puis **Eider Andonegi** a rappelé que le développement d'une stratégie passe par plusieurs phases :

1. Identification des objectifs
2. Identification d'indicateurs
3. Développement des modèles reflétant les réalités possibles du stock : définition d'hypothèses sur les paramètres incertains, conditionnées par les données réelles disponibles
4. Pondération des hypothèses selon leur plausibilité
5. Identification de règles de gestion potentielle
6. Les règles sont ensuite appliquées aux modèles afin d'obtenir les estimations et projections de long terme sur les différents scénarios.
7. Identification des règles qui permettent d'atteindre les objectifs fixés.

La situation du thon rouge comme cela a été présenté précédemment est très complexe, de nombreuses incertitudes existent ainsi 48 modèles, correspondant donc à 48 réalités potentielles du stock ont été développés. Aujourd'hui 41 règles de gestion sont envisagées pour atteindre les objectifs de gestion, quel que soit le modèle.

*****PAUSE*****

Benoît Guérin rouvre la séance et passe la parole à Eider Andonegi (ATZI) qui reprend l'exposé du matin faisant le point sur l'évaluation de la stratégie de gestion du thon rouge. L'experte scientifique estime qu'il est particulièrement important de comprendre les étapes menant à l'approbation finale de la stratégie de gestion, qui ne suivent pas nécessairement un ordre donné, mais doivent être respectées. L'évaluation de la stratégie de gestion (*Management Strategy Evaluation*, MSE) permet de connaître l'état du stock, même si elle n'apporte pas de certitude absolue. Les objectifs de gestion doivent être clairs et partagés avec les parties prenantes, et il est également nécessaire de comprendre si les stratégies mises en œuvre fonctionnent. Elle annonce qu'une série de modèles opérationnels reflétant la réalité est par conséquent en cours de développement, modèles formulés en fonction des informations provenant de différentes sources, y compris les étiquetages électroniques, les informations fournies par les pêcheurs, et les informations indépendantes telles que les enquêtes aériennes, etc. Les modèles opérationnels sont ainsi conditionnés par les informations disponibles. Les hypothèses formulées sont ensuite validées par les responsables et les parties prenantes. Le modèle opérationnel simule les effets sur les flottes et les stocks, en étudiant chaque réalité plausible, jusqu'à parvenir à une recommandation concernant la gestion. La formulation et le conditionnement des modèles opérationnels visent à calculer la CPUE (capture par unité d'effort). Les informations provenant de différentes sources peuvent parfois être contradictoires. Il est alors nécessaire de se concentrer sur les incertitudes pour

trouver une solution. Par la suite, quand l'état de la ressource est défini sur la base des meilleures informations disponibles, les mesures de gestion pouvant être appliquées sont étudiées. Pour cette raison, le dialogue avec les parties prenantes est important lors des exercices de simulation.

Eider Andonegi explique la procédure suivant laquelle différents indicateurs sont utilisés pour décrire l'état de la ressource et sont comparés à l'objectif de gestion défini. Sur cette base, le TAC est calculé en tenant compte de la distance entre l'objectif à atteindre et le TAC défini l'année précédente. Les objectifs de gestion sont ensuite présentés et abordés avec les groupes d'intérêt, l'objectif de la procédure de gestion testée restant la réalisation du RMD. Elle indique que les captures sont décidées sur la base de ce qui précède, en tenant compte des résultats des statistiques de performances. Il est nécessaire d'atteindre un compromis entre le maintien de la ressource en bonne santé et un niveau de captures raisonnable. Certaines des hypothèses avancées dans les deux premiers modèles de stratégies de gestion et dans la formulation des graphiques devraient être discutées avec les parties prenantes. Pour interpréter les colonnes figurant dans les diapositives, il est important de tenir compte du fait que plus les colonnes des graphiques des modèles opérationnels sont larges, plus l'incertitude est élevée : par conséquent, la mesure de gestion associée pourrait impliquer la destruction totale de la ressource ou une situation optimale pour le RMD. Elle rappelle qu'il sera nécessaire de travailler d'ici au mois de septembre sur les stratégies de capture pour les affiner et les améliorer afin d'en réduire la variabilité. En tout état de cause, une nouvelle projection et un nouveau TAC seront élaborés, afin de mettre les données à jour petit à petit. Les situations les plus critiques sont celles qui indiquent un pic de diminution en peu de temps : il serait nécessaire, dans ces situations, que la procédure de gestion puisse intervenir et réagir pour éviter d'arriver à ce niveau. Il est nécessaire d'investir dans la science pour améliorer les résultats et réduire l'incertitude. Le maximum que l'on puisse faire est d'essayer de réduire le niveau d'incertitude.

Franco Biagi (DG MARE) pense qu'il est clair que l'on est encore en phase d'élaboration, mais qu'un aspect important de cette procédure de gestion est la réactivité. La conception doit tenir compte de nombreux éléments pour prendre en compte toutes les variables au vu des nombreuses incertitudes. Pour lutter contre ce type d'effondrement des captures, il serait envisageable de définir le plafond des TAC. Ainsi, l'idée d'inclure des maxima pourrait s'avérer très utile, notamment parce que cette gestion est déjà mise en œuvre pour des ressources bien plus simples, comme le germon. Dans la PCP, l'objectif de réalisation du RMD est fondamental. Il est tout aussi important d'impliquer les parties concernées au cours de ces discussions. Pour conclure, il ajoute qu'il faut être prudent dans l'exploitation et qu'il faut suivre l'approche de précaution.

Eider Andonegi rappelle que le comportement de la population varie en fonction du recrutement et que tout ceci a un impact sur les performances de la biomasse. L'un des objectifs de gestion consiste à atteindre le RMD pour la ressource orientale et pour la ressource occidentale. Elle répond par ailleurs à Franco Biagi que fixer un plafond maximum entraîne de nombreux problèmes et que ce sujet requiert encore un important travail. L'experte scientifique invite à visiter le site www.harveststrategies.org, qui contient une grande partie des informations abordées au cours de la réunion.

Alessandro Buzzi (WWF) demande des informations sur les délais du processus de MSE du point de vue scientifique et sur le délai estimé d'adoption de la stratégie de capture au sein

de la CICTA. Il demande des éclaircissements sur la consultation des parties prenantes au niveau national ou de l'UE.

Eider Andonegi répond à Alessandro Buzzi que son collègue qui interviendra par la suite pourra lui donner plus d'informations, sur les changements climatiques également. En revanche, dans les estimations réalisées jusqu'ici, il n'est pas possible d'ajouter la question des espèces exotiques.

Ana Gordo (CSIC) souligne que la difficulté réside dans la réalisation de modèles sur la base d'éléments et de tendances entièrement inconnus.

Benoît Guérin introduit l'intervention d'Enrique Rodriguez-Marin (IEO), Président du groupe *Bluefin Tuna Species* de la CICTA, et espère qu'il sera possible de savoir à quel niveau les déclarations des parties prenantes pourront être communiquées.

Enrique Rodriguez-Marin présente les diapositives jointes abordant les concepts de MSE et de modèles opérationnels. Il rappelle la méthode de sélection d'une stratégie de capture, et présente la procédure de gestion et la stratégie de capture. Elle repose avant tout sur la meilleure performance dans les épreuves de robustesse, en tenant compte de la courbe de croissance, de l'augmentation des captures, etc. Les résultats de l'application des modèles opérationnels sont ensuite reportés dans les graphiques qui permettent d'identifier la meilleure performance. Le programme de travail prévoit que le groupe de travail sur le thon rouge se concentre sur le choix des meilleurs résultats disponibles. Il annonce que le Panel 2 de la Commission de la CICTA se tiendra du 13 au 15 septembre, que le groupe Espèces se réunira du 20 au 25 septembre, que le comité scientifique de la CICTA (SCRS) se réunira du 27 septembre au 2 octobre, que des webinaires informels réunissant le SCRS, la Commission, les parties prenantes et d'autres participants seront organisés en octobre, et enfin que le Panel se réunira du 2 au 12 novembre. La MSE nécessite la participation des experts scientifiques et des responsables, en concertation avec les parties prenantes, c'est pourquoi des webinaires informels, des réunions nationales entre experts scientifiques, responsables et parties prenantes seront organisés, et la participation des Conseils consultatifs, du groupe de travail correspondant pour l'interaction entre les pêcheurs, les responsables et les experts scientifiques de la CICTA et de la Commission du Panel 2 de la CICTA est prévue. Grâce à la stratégie de capture, il sera possible d'éviter aux responsables les négociations annuelles compliquées sur les quotas, en définissant au préalable des règles communes visant à la durabilité à long terme et à la rentabilité économique. Pour conclure, il indique que les stratégies de capture se sont démontrées plus efficaces que les méthodes de gestion traditionnelles et que la CICTA devrait adopter une stratégie de capture du thon rouge d'ici à 2022.

Jean-Marie Robert (OP Bretagne) demande ce que l'on attend de la participation des parties prenantes au processus. Il pense que le moment opportun est dès aujourd'hui, mais qu'il est nécessaire de définir le type de participation attendue.

Enrique Rodriguez-Marin répond que les parties prenantes pourront participer début septembre, à la première présentation du plan, lorsque les alternatives seront évaluées. La réunion plus formelle sera organisée en novembre et les différentes associations de pêcheurs y participeront.

Benoît Guérin souligne que l'interaction dépendra inévitablement de la mesure dans laquelle les parties prenantes auront compris le processus et le mécanisme.

Enrique Rodriguez-Marin répond que ce processus est bien plus ouvert que les processus habituels et que l'on accorde bien plus d'importance aux informations transmises.

Jan Kappel (EAA) demande comment savoir quand arrivera le meilleur moment pour impliquer les pêcheurs récréatifs dans le processus en tant que groupe d'intérêt. Il semble que les quotas se sont améliorés pour les pêcheurs professionnels, mais pas pour les pêcheurs récréatifs.

Enrique Rodriguez-Marin répond que tous les engins, même les récréatifs, sont représentés dans les modèles : tous doivent pouvoir donner leur avis. Les TAC spécifiques à chaque type de pêche, même à la pêche récréative, seront définis par la suite.

Franco Biagi (DG MARE) insiste sur les nombreuses opportunités créées par la CE pour interagir avec les parties prenantes, les États Membres, et en particulier avec les Conseils consultatifs, par l'intermédiaire desquels il est possible d'approfondir et d'améliorer la compréhension et le dialogue. Ces procédures de gestion sont très importantes : il est nécessaire de négocier, surtout dans le contexte international. Il est fondamental de passer d'une attitude de réaction à une attitude s'appuyant sur la planification. L'approche de précaution est nécessaire pour éviter de futures crises dues à une mauvaise exploitation, en tenant également compte des risques de modification de la répartition des ressources dans certaines zones, du changement climatique, etc. Il précise que toute stratégie de gestion comprend des facteurs de changement déclinés en fonction des variations des indicateurs : la stratégie est modifiée en fonction de la variation de l'indicateur. Il est important de toujours garder les objectifs à l'esprit : maintenir la ressource au-dessus de la biomasse nécessaire pour le maintien du RMD. Pour conclure, il ajoute que le pourcentage de sécurité doit être suffisamment élevé et doit être établi sur la base des données scientifiques disponibles.

Jacinto Insunza Dahlander (FNCP) estime que les projections présentées jusqu'ici sont très sérieuses et qu'une participation suffisante du secteur professionnel aux discussions est fondamentale. Il demande quand il sera possible de fournir un avis sur le modèle opérationnel à sélectionner.

Enrique Rodriguez-Marin souligne que le processus reposera sur les résultats scientifiques et sur l'implication des parties prenantes. Il est important de trouver un compromis. Quand la MSE sera mise en œuvre, il sera toujours possible d'introduire des changements par la suite. Il rappelle que les parties prenantes seront écoutées et que le processus est parfaitement sûr. Il ne s'agit pas d'évaluer des moyennes, mais de couvrir la distribution de tous les paramètres, afin que les stratégies de gestion réussissent à garantir que la ressource ne s'effondre pas. Ceci afin de ne pas devoir prendre des mesures trop restrictives par la suite, même si le principe de précaution s'applique.

Benoît Guérin reconnaît le travail scientifique considérable réalisé en amont du processus.

Miren Garmendia (OPEGUI) reconnaît l'importance du travail effectué jusqu'ici. Il est maintenant nécessaire de métaboliser toutes ces données, et les parties prenantes devront les étudier afin de présenter leurs propositions et leurs doutes. Par exemple, avec ces formules, dans la situation actuelle, quels seraient les quotas prévus ? Cette question est nécessaire pour comprendre quel sera l'impact de ces changements sur le secteur. Elle est d'accord sur l'importance des Conseils consultatifs pour l'étude et l'explication de ces analyses, et la réorganisation des idées afin de fournir un avis en la matière. D'autres réunions seront nécessaires pour pouvoir parvenir à un avis commun. Elle exhorte les deux Conseils consultatifs présents à organiser d'autres réunions sur le sujet.

Enrique Rodriguez-Marin pense qu'il serait important d'organiser des webinaires informels pour se préparer au Panel 2 de novembre.

Jean-Marie Robert (OP Bretagne) souligne qu'il faudrait exploiter au maximum toutes les prochaines occasions : l'expérience du germon du Nord a montré que le fait de suivre toutes les étapes préalables n'a pas réellement permis de pouvoir s'exprimer lors des différents passages. Il semble difficile que le secteur puisse exprimer son avis d'ici à octobre sur la base des résultats scientifiques les plus à jour, car le temps à disposition est trop court.

Eider Andonegi (AZTI) reconnaît qu'il aurait fallu impliquer les parties prenantes plus tôt. Pour le germon, le délai à disposition était plus long. Elle pense qu'il est nécessaire d'organiser ces réunions plus souvent et d'assurer la continuité de la présente réunion, en tenant compte du calendrier de la CICTA, qui occupe déjà beaucoup les experts scientifiques.

Benoît Guérin remercie tous les intervenants et résume les principaux points abordés lors de la réunion :

- une base scientifique robuste servant aux simulations est nécessaire pour la stratégie de capture ;
- l'approche du bas vers le haut et la collaboration des pêcheurs dans la définition de la future règle d'exploitation sont une condition *sine qua non* afin de prendre leur expérience en compte ;
- il est important de comprendre le mécanisme de fonctionnement de la règle d'exploitation ;
- les différents responsables des trade-offs devront poursuivre le travail scientifique, et les parties prenantes devront être pleinement impliquées à travers la consultation des Conseils consultatifs et les webinaires informels.

Le modérateur pense que les Conseils consultatifs ont tout intérêt à créer de nombreuses occasions d'échange. Il ajoute que, courant octobre, des groupes de travail *ad hoc* se réuniront, au MEDAC et au CCSUD, plus précisément les 5 et 6 octobre et la semaine suivante. Les deux Conseils consultatifs transmettront rapidement un projet d'avis sur l'importance de l'implication des parties prenantes et de l'approche du bas vers le haut.

Rosa Caggiano du MEDAC remercie le CCSUD pour l'organisation commune de la réunion et relance l'idée que les membres des deux Conseils consultatifs participent à toutes les réunions des deux Conseils consultatifs prévues en octobre, étant donné les brefs délais, afin de parvenir à un avis commun suite à un processus partagé. Elle lève la séance et remercie les interprètes.